



KNDS dément les informations sur une éventuelle nationalisation par la France et l'Allemagne



Le groupe franco-allemand KNDS, spécialisé dans les systèmes d'armement terrestres, a rejeté les rumeurs selon lesquelles Paris et Berlin envisageraient de prendre le contrôle intégral de l'entreprise.

Ces spéculations faisaient suite à des informations publiées par la presse allemande après le report de son projet d'introduction en Bourse. Tom Enders, président du conseil d'administration de KNDS, a affirmé qu'« il n'est pas question d'une nationalisation complète » et qu'aucune raison ne justifie un tel scénario.

Décision

Bourse

Une future cotation en Bourse

En juin 2026, la France et l'Allemagne avaient conclu un accord de gouvernance prévoyant un actionnariat paritaire de 50 % chacun, tout en ouvrant la voie à une future cotation en Bourse. L'IPO, qui devait valoriser KNDS entre 15 et 18 milliards d'euros, a toutefois été suspendue en raison de la volatilité des marchés dans le secteur européen de la défense. Les deux gouvernements ont confirmé que cet accord demeure pleinement en vigueur.

- KNDS dément tout projet de nationalisation complète.
- L'introduction en Bourse reste la priorité du groupe.
- La France et l'Allemagne conservent un objectif de gouvernance paritaire.
- L'IPO a été reportée en raison des conditions de marché.



- KNDS met en avant un important carnet de commandes et une situation financière jugée solide.

Selon Tom Enders, la principale difficulté du groupe n'est pas son actionnariat mais l'exécution de son carnet de commandes, alimenté par la forte hausse des dépenses de défense en Europe. Il estime qu'un contrôle intégral par les États n'apporterait aucune réponse aux défis industriels auxquels l'entreprise est confrontée.

Créé en 2015 à la suite du rapprochement entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann, KNDS est aujourd'hui un acteur majeur de l'industrie européenne de défense. Le groupe est notamment impliqué dans le développement du programme MGCS (Main Ground Combat System), futur char de combat franco-allemand destiné à succéder aux Leclerc et Leopard 2. Le maintien d'une gouvernance équilibrée entre Paris et Berlin est considéré comme un élément clé de cette coopération stratégique.